



## Vers des Modalités

Suite à l'échec de l'adoption de la feuille de route proposée par le Brésil sur la manière de faire progresser les négociations sur l'agriculture lors de la réunion du Conseil Général (CG) des 22-23 juillet, les membres du Groupe de Cairns et du Groupe Africain ont décidé de travailler conjointement pour identifier les sujets mûrs sur lesquels des modalités peuvent être développées pour la 14e Conférence Ministérielle (CM14) au Cameroun.

Le Groupe Africain, qui a également publié un calendrier similaire avant le CG, considère son document comme un plan B à discuter lors du Comité de l'Agriculture en Session Spéciale (CoASS) sous la direction de son président, l'Ambassadeur Alparslan Acarsoy. En attendant, le groupe travaille sur une proposition de modalités sur les sujets agricoles les plus mûrs, qui sera présentée à tous les Membres dans les mois à venir. Le Brésil, pour sa part, considère son programme de travail proposé comme "expiré" suite à l'opposition de l'Inde et de la Russie lors du CG.

L'Ambassadeur Acarsoy a déclaré qu'il explorait des stratégies alternatives pour reprendre les négociations – probablement par la formation de groupes de travail sur des sujets clés tels que l'accès aux marchés, le soutien interne et les stocks publics. De nombreuses délégations voient la CM14 – qui se tiendra sur le sol africain – comme une opportunité de faire des progrès significatifs en agriculture et d'obtenir des résultats, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire, essentielle pour de nombreux pays en développement.

Le Président des négociations agricoles a convoqué les Membres pour une première réunion informelle ouverte du CoASS les 18-19 septembre pour rendre compte des consultations qu'il a tenues depuis la pause estivale et recueillir leurs avis sur la voie à suivre.

## Durabilité, Changement Climatique et Agriculture

Bien que cela ne fasse pas partie du mandat officiel des négociations agricoles, le Brésil pousse désormais pour que la question de la durabilité devienne bientôt une partie intégrante des négociations. Dans une proposition distribuée début juin à divers comités – y compris le CG, le COASS, le Comité du Commerce et de l'Environnement, le Comité des Mesures Sanitaires et Phytosanitaires et le Comité des Obstacles Techniques au Commerce – le Brésil a souligné que les négociations agricoles « ne devraient pas exclure une discussion prospective sur l'agriculture durable sous la direction du CG de l'OMC, abordant les défis du 21e siècle pour la production et le commerce agricoles, ce qui semble opportun et approprié. »

En résumé, le Brésil souhaite que l'OMC aborde des politiques :

- qui soutiennent des pratiques agricoles durables et améliorant la productivité ;
- qui facilitent l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies agricoles ;
- qui traitent de la surproduction, surutilisation ou mauvaise allocation des ressources, des distorsions du marché ou d'autres impacts négatifs, environnementaux ou autres ;
- qui promeuvent la sécurité alimentaire et soutiennent les familles et les petits agriculteurs ;
- qui encouragent des pratiques agricoles à faible émission de carbone et respectueuses du climat ;
- qui fournissent un accès plus favorable aux produits agricoles produits selon des méthodes plus durables.

Le Brésil a appelé les Membres à s'accorder sur une définition des paramètres liés à l'environnement pour l'agriculture afin de limiter la fragmentation. Il a déclaré que les questions qu'il a énumérées ne sont pas exhaustives, mais représentent certains des défis et opportunités à l'intersection de l'agriculture, du commerce et de l'environnement.

Bien que les Membres ne se soient pas encore mis d'accord sur une définition claire de la durabilité – que celle-ci ne devrait englober que les questions environnementales ou inclure des considérations plus larges telles que l'inclusion, la diversité et la sécurité alimentaire – il est de plus en plus reconnu que la question ne peut être ignorée et que la durabilité deviendra probablement une préoccupation majeure dans les négociations agricoles.

Certains Membres ont mentionné que la durabilité pourrait également être un moyen de maintenir l'engagement des pays tout en abordant les "anciens sujets" liés aux trois piliers de l'Accord sur l'Agriculture (accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation). De nombreux Membres veulent aborder ces questions dans les futures négociations, mais il n'y a pas encore de consensus clair sur la manière de procéder.

Dans le but d'engager un dialogue constructif sur cette question importante pour l'avenir du commerce mondial, le Brésil propose que le CG organise cet automne une retraite sur l'agriculture durable en plus d'identifier des priorités et de nommer un facilitateur. Il recommande également que des hauts fonctionnaires examinent les progrès lors d'une réunion à organiser au second semestre 2025.

## Dr Ngozi sollicite un deuxième mandat en tant que Directrice Générale de l'OMC

Dr Ngozi Okonjo-Iweala a officiellement annoncé son intention de solliciter un deuxième mandat en tant que Directrice Générale (DG) de l'OMC, selon Ismaila Dieng, porte-parole de l'OMC. Sa décision a été officiellement transmise le 16 septembre à l'Ambassadeur Petter Ølberg, Président du CG de l'OMC, a ajouté Dieng.

Avec cette annonce, Dr Ngozi a répondu positivement à la demande du Groupe Africain formulée lors du CG de juillet et qui a généré un large soutien de la part des Membres. Le Groupe Africain a déclaré qu'il ne souhaitait pas mettre la nomination du DG en concurrence avec la préparation de la CM14 au Cameroun. Lors du CG de juillet, les États-Unis sont restés silencieux sur l'initiative du Groupe Africain.

Ngozi Okonjo-Iweala est la septième DG de l'OMC. Elle est entrée en fonction le 1er mars 2021, devenant ainsi la première femme et la première Africaine à occuper le poste de DG. Son mandat expirera le 31 août 2025. Il convient de noter que l'administration Trump s'était opposée à sa nomination, préférant son adversaire, la ministre sud-coréenne du Commerce. Dr Ngozi, qui possède également la nationalité américaine, a dû attendre que le Président Biden remporte l'élection présidentielle pour être confirmée en tant que DG.

Le processus menant à la décision du CG de nommer un DG sera désormais dirigé par l'Ambassadeur Ølberg en consultation avec les Membres.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.producteursdepoulet.ca](http://www.producteursdepoulet.ca), [www.lesleveursdedindonducanada.ca](http://www.lesleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca) [www.producteursdoeufs.ca](http://www.producteursdoeufs.ca)

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-92

